



Crise de la Dermatose Nodulaire Contagieuse (DNC) : il est temps de mettre les éleveurs au cœur des décisions sanitaires

Les récents événements survenus autour d'une ferme en Ariège, les pressions exercées sur le SAGE Vilaine, ainsi que les dégradations de locaux d'associations environnementales en Charente-Maritime témoignent d'un climat de tension extrêmement préoccupant. Dans plusieurs départements du Sud-Ouest, la gestion de la Dermatose Nodulaire Contagieuse (DNC) cristallise une situation de confrontation entre l'État et les syndicats agricoles.

Bio Nouvelle-Aquitaine tient à exprimer en premier lieu tout son soutien et sa solidarité envers les éleveurs et éleveuses dont les troupeaux sont atteints par la DNC et qui subissent une gestion de crise particulièrement dure de la part de l'État, tant sur le plan économique qu'humain.

Une crise sanitaire révélatrice d'une crise agricole plus large

Nous nous interrogeons sur la façon dont les termes du débat sont posés, notamment l'opposition qui est faite entre « ceux qui écoutent la science et ceux qui ne le font pas ». Dans d'autres contextes, certains syndicats agricoles sont moins prompts à se placer du côté de la science. Nous assistons à une stratégie de surenchère syndicale et politique qui exploite clairement la détresse réelle d'éleveurs pour créer du buzz.

La crise actuelle de la DNC ne peut être dissociée :

- D'une succession de crises agricoles, en partie causées et renforcées par le changement climatique que la France subit de plein fouet, avec des épizooties à répétition, qui ne sont que peu ralenties par l'hiver particulièrement doux de cette fin d'année.
- D'un manque d'investissement dans les outils de prévention et de gestion des crises sanitaires, et d'un recours indiscriminé à l'abattage total, avec un calcul économique qui prend plus en compte les intérêts des industriels de la filière que ceux des éleveurs directement concernés.

La gestion calamiteuse de la crise de la DNC ne fait qu'exacerber les oppositions et fragilise encore davantage le monde agricole. C'est pourquoi nous appelons sur le court terme :

- Au calme de tous les acteurs, à la fin de la surenchère politicienne et à la violence, et au retour du dialogue
- À la clarification des injonctions contradictoires du syndicat agricole majoritaire : un jour en faveur de la science, le lendemain en opposition à ses recommandations ; un jour en faveur de règles strictes, un autre en faveur de moins de normes.

À plus long terme, nous souhaitons que le gouvernement renforce les outils de prévention et de gestion des risques et des crises sanitaires, appelés à se multiplier avec le réchauffement climatique.

Nous, agriculteurs et agricultrices bio, sommes particulièrement exposés au manque de cohérence des orientations actuelles. Nous demandons un cadre réglementaire clair, qui protège l'environnement et les revenus agricoles. Nous pensons que la véritable souveraineté alimentaire consiste à continuer à produire une alimentation saine et de qualité, dans des conditions respectueuses de l'environnement et du vivant.